Déclaration au CTM du 07 avril

C'est la septième fois que le président de la République s'adresse aux Français depuis mars 2020, il l'a fait pour annoncer un nouveau confinement qui pèse lourdement sur nos vies et sur toute la société.

Le degré d'acceptation des mesures de privation de liberté imposée devient de plus en plus intolérable pour une part croissante de la population.

Une fois de plus nous constatons un exercice vertical et solitaire du pouvoir qui s'affranchit de fait de tout débat parlementaire ou avec les organisations syndicales.

Comme nous le disons depuis des mois, notre incapacité à mieux gérer la situation actuelle est d'abord le résultat de plusieurs décennies de casse des services publics.

Alors que depuis plusieurs semaines de nombreux scientifiques alertaient sur un niveau de propagation dangereux de virus, rien n'a été fait.

La fermeture des écoles et établissements scolaires est une réponse sanitaire devenue nécessaire.

Nous ne pouvons que déplorer l'obstination du ministre et du gouvernement auquel il appartient qui n'ont pas renforcé les moyens de l'école pour la rendre plus résiliente et qui prévoient toujours des suppressions de postes à la rentrée.

Le ministre s'est enfermé depuis des semaines dans la posture du « tout va bien à l'école » malgré la dégradation évidente de la situation et les alertes lancées par toutes les organisations syndicales et par beaucoup d'autres.

Ces fermetures d'écoles et établissements scolaires vont induire un immense gâchis pour les élèves, les personnels et les familles.

Pour la CGT Éduc'action il est urgent d'anticiper la rentrée des vacances de Pâques et de procéder aux recrutements de personnels pour permettre le travail en effectifs réduits et assurer les remplacements.

Depuis un an, rien n'a été fait pour anticiper et réduire la fracture numérique subie par les élèves issus de milieux modestes et rien n'est prévu pour pallier au décrochage qui touchera les élèves les plus fragiles.

Des mesures concrètes et efficaces répondant aux attentes sanitaires et pédagogiques des équipes doivent être prises en urgence comme :

La fourniture gratuite de matériel de protection sanitaire aux personnels et aux élèves, l'aménagement des lieux et des temps de scolarisation, l'aménagement des programmes pour l'année prochaine, la prise en compte de la situation sanitaire pour les examens de fin d'année un aménagement des sujets pour les épreuves de bac, la neutralisation du grand oral et du chef-

d'œuvre en LP, un aménagement des modalités de l'épreuve anticipée de français… la liste n'est pas exhaustive.

Pour terminer ce propos liminaire, à la veille d'une mobilisation de nos collègues AESH nous souhaitons si la mise en place d'un groupe travail sera créée pour améliorer leurs conditions de travail et de rémunération pouvez-vous confirmer cet objectif et nous donner un calendrier de rencontre.

Nous demandons que des instructions claires soient données aux académies pour faire cesser les pressions sur les plus précaires notamment les AED et les AESH.